

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE CONCERNANT LA REDDITION DE COMPTES DES ORGANISMES PUBLICS

Loi sur les contrats des organismes publics (L.R.Q., c. C-65.1, a. 26)

OBJET

1. La présente politique a pour but de définir le cadre général quant aux exigences de la reddition de comptes des organismes publics concernant leur gestion contractuelle et d'uniformiser les informations transmises à cet égard au Conseil du trésor et au secrétariat du Conseil du trésor.
2. Ces exigences en matière de reddition de comptes découlent notamment du paragraphe 6° du premier alinéa de l'article 2 de la Loi sur les contrats des organismes publics (L.R.Q., c. C-65.1, ci-après la « Loi ») qui prévoit que les conditions de cette Loi visent à promouvoir la reddition de comptes fondée sur l'imputabilité des dirigeants d'organismes publics et sur la bonne utilisation des fonds publics. Elles permettront au président du Conseil du trésor de soumettre au gouvernement un rapport sur l'application de la Loi, conformément à l'article 22.1 de cette Loi.

CHAMP D'APPLICATION

3. Les organismes publics visés aux paragraphes 1° à 4° du premier alinéa de l'article 4 de la Loi sont soumis à la présente politique.
4. Cette politique s'applique aux contrats qu'un organisme public peut conclure avec une entité visée à l'article 1 ou au deuxième alinéa de l'article 26 de la Loi.
5. Cette politique concerne les contrats d'approvisionnement, de services et de travaux de construction visés aux paragraphes 1° à 3° du premier alinéa de l'article 3 de la Loi et les contrats assimilés à un contrat de services conformément au troisième alinéa de cet article.

MODALITÉS D'APPLICATION

6. Lorsqu'une disposition de la Loi ou qu'une disposition d'un règlement ou d'une politique pris en vertu de la Loi exige l'autorisation du dirigeant de l'organisme public pour la publication d'un avis d'appel d'offres ou pour la conclusion ou la modification d'un contrat, cette autorisation doit, selon le cas, être accordée préalablement à la publication de l'avis ou préalablement à la conclusion ou à la modification du contrat.

L'organisme public doit faire rapport au Conseil du trésor lorsqu'une autorisation de son dirigeant a été accordée dans l'une ou l'autre des situations prévues à l'annexe 1.

7. L'organisme public doit transmettre au secrétariat du Conseil du trésor une déclaration du dirigeant de l'organisme attestant notamment de la fiabilité des données et des contrôles concernant :
 - 1° l'ensemble des situations énumérées à l'annexe 1 où son autorisation était requise;
 - 2° les informations publiées sur le système électronique d'appel d'offres conformément à la Loi ou aux règlements et politiques pris en vertu de la Loi.
8. Afin de donner suite aux accords intergouvernementaux, l'organisme doit faire rapport au secrétariat du Conseil du trésor de l'estimation, par catégorie, du nombre et de la valeur des contrats d'approvisionnement, de services et de travaux de construction visés par un accord et dont la dépense est inférieure à 25 000 \$.
9. L'organisme public responsable d'un regroupement d'organismes publics dans le cadre d'un appel d'offres public, doit faire rapport de ce regroupement au secrétariat du Conseil du trésor.
10. L'organisme public doit faire rapport au Conseil du trésor de l'application des dispositions prévues au regard du mécanisme de règlement des différends pour les contrats de travaux de construction relatifs à un ouvrage se rapportant à un bâtiment, et ce, en application de l'article 60 du Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics (R.R.Q., c. C-65.1, r. 5).

CONTENU ET FORME DES RAPPORTS

11. La reddition de comptes visée par la présente politique couvre les activités réalisées au cours de l'exercice financier du gouvernement, soit du 1^{er} avril d'une année au 31 mars de l'année suivante.
12. Les fiches d'autorisation du dirigeant d'organisme visées par le point 6 doivent être transmises électroniquement au plus tard trente (30) jours suivant la date de l'autorisation écrite du dirigeant d'organisme.

Une même fiche d'autorisation peut être utilisée pour plus d'une autorisation dans les deux situations suivantes :

- 1° pour un même contrat nécessitant plus d'une autorisation selon les situations prévues à l'annexe 1;
- 2° pour des contrats de même nature couvrant la même période.

Les originaux des fiches d'autorisation du dirigeant d'organisme doivent être conservées par l'organisme public afin qu'une copie puisse, sur demande, être transmise au Conseil du trésor.

13. La déclaration visée au point 7 doit être complétée selon le modèle présenté à l'annexe 3.

14. Les documents visés aux points 8, 9, 10 et 12 doivent être complétés au moyen des formulaires présentés aux annexes 2, 4, 5 et 6 puis transmis électroniquement au secrétariat du Conseil du trésor. Un exemplaire de chaque formulaire est accessible sur le site de l'Extranet des marchés publics.
15. La déclaration et les rapports prévus aux points 7 à 10 doivent être transmis au plus tard le 30 juin de chaque année.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

16. La présente politique remplace, à compter du 3 avril 2012, la Politique de gestion contractuelle concernant la reddition de comptes des organismes publics en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2008 et prise par la décision du Conseil du trésor du 30 septembre 2008 (CT 206958). Ses dispositions s'appliquent aux autorisations accordées, aux appels d'offres lancés et aux contrats conclus par un organisme public après le 2 avril 2012.
17. Malgré les points 11 et 16, les dispositions de la Politique de gestion contractuelle concernant la reddition de comptes des organismes publics en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2008 continuent de s'appliquer aux autorisations accordées, aux appels d'offres lancés et aux contrats conclus avant le 3 avril 2012, comme si l'exercice financier visé se terminait le 2 avril 2012.

L'organisme public doit faire rapport au Conseil du trésor des situations où une autorisation de son dirigeant (défini à l'article 8 de la Loi) a été accordée en vertu :

1° de la Loi sur les contrats des organismes publics :

- a) pour la conclusion d'un contrat de nature confidentielle ou protégée, et ce, en application du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 13;
- b) pour la conclusion d'un contrat pour lequel un appel d'offres public ne servirait pas l'intérêt public, et ce, en application du paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 13;
- c) pour une modification qui occasionne une dépense supplémentaire supérieure à 10 % du montant d'un contrat comportant une dépense initiale supérieure au seuil d'appel d'offres public, et ce, en application de l'article 17;

2° du Règlement sur les contrats d'approvisionnement des organismes publics :

- a) pour lancer un appel d'offres public comprenant une règle d'adjudication permettant la conclusion d'un contrat à commandes avec l'un ou l'autre des fournisseurs retenus dont le prix soumis n'excède pas de plus de 10 % le prix le plus bas, et ce, en application du deuxième alinéa de l'article 18;
- b) pour la conclusion d'un contrat dont la durée prévue, incluant tout renouvellement, est supérieure à 3 ans (sans toutefois dépasser 5 ans s'il s'agit d'un contrat à commandes), et ce, en application du premier alinéa de l'article 33;
- c) pour la conclusion d'un contrat comportant une dépense égale ou supérieure au seuil d'appel d'offres public :
 - i) avec le seul fournisseur qui a présenté une soumission conforme;
 - ii) avec le seul fournisseur qui a présenté une soumission acceptable à la suite d'une évaluation de la qualité (le comité de sélection ne prend pas connaissance du prix);

et ce, en application du deuxième alinéa de l'article 33;

AUTORISATION DU DIRIGEANT D'ORGANISME PUBLIC (suite)

3° du Règlement sur les contrats de services des organismes publics:

- a) pour la conclusion d'un contrat de nature répétitive dont la durée prévue, incluant tout renouvellement, est supérieure à 3 ans (sans toutefois dépasser 5 ans s'il s'agit d'un contrat à exécution sur demande), et ce, en application du premier alinéa de l'article 46;
- b) pour la conclusion d'un contrat comportant une dépense égale ou supérieure au seuil d'appel d'offres public :
 - i) avec le seul prestataire de services qui a présenté une soumission conforme;
 - ii) avec le seul prestataire de services qui a présenté une soumission acceptable à la suite d'une évaluation de la qualité (le comité de sélection ne prend pas connaissance du prix);

et ce, en application du deuxième alinéa de l'article 46;

4° du Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics :

- a) pour la publication d'un avis d'appel d'offres lorsque la période de validité des soumissions est supérieure à 45 jours, et ce, en application du premier alinéa de l'article 39;
- b) pour la conclusion d'un contrat comportant une dépense égale ou supérieure au seuil d'appel d'offres public :
 - i) avec le seul entrepreneur qui a présenté une soumission conforme;
 - ii) avec le seul entrepreneur qui a présenté une soumission acceptable à la suite d'une évaluation de la qualité (lorsqu'il s'agit d'un contrat mixte de travaux de construction et de services, le comité de sélection ne prend pas connaissance du prix);

et ce, en application du deuxième alinéa de l'article 39;

AUTORISATION DU DIRIGEANT D'ORGANISME PUBLIC (suite)

5° de la Politique de gestion contractuelle concernant la conclusion des contrats d'approvisionnement, de services et de travaux de construction des organismes publics :

- a) pour la dérogation à l'exigence de conclure un contrat de services professionnels en technologie de l'information avec un prestataire de services titulaire d'un certificat d'enregistrement ISO 9001:2008, et ce, en application du point 12;
- b) pour une dérogation aux modalités liées au fonctionnement d'un comité de sélection, et ce, en application du point 14;
- c) pour la conclusion d'un contrat avec une personne morale de droit privé à but non lucratif qui est de nature répétitive et dont la durée prévue, incluant tout renouvellement, est supérieure à 3 ans (sans dépasser 5 ans), et ce, en application du point 18;
- d) pour une modification qui occasionne une dépense supplémentaire supérieure à 10 % d'un contrat avec une personne morale de droit privé à but non lucratif comportant une dépense initiale égale ou supérieure à 100 000 \$, et ce, en application du point 19;
- e) pour une modification qui occasionne une dépense supplémentaire supérieure à 10 % d'un contrat avec une personne physique n'exploitant pas une entreprise individuelle comportant une dépense égale ou supérieure à 50 000 \$, et ce, en application du point 25;

Le ministère des Transports doit faire rapport au Conseil du trésor des situations où une autorisation du ministre des Transports a été donnée pour l'application, dans le cadre d'un contrat de services professionnels de génie ou d'arpentage relatifs aux infrastructures de transport pour lesquels une démonstration de la qualité uniquement est sollicitée, des règles particulières d'adjudication suivantes :

- a) à la suite d'un appel d'offres public, des contrats sont adjugés à plus d'un prestataire de services;
- b) un contrat à exécution sur demande est adjugé à plusieurs prestataires de services;

et ce, en application du premier alinéa de l'article 40 du Règlement sur les contrats de services des organismes publics.

FICHE D'AUTORISATION DU DIRIGEANT DE L'ORGANISME

ANNEXE 2

Fiche d'autorisation du dirigeant de l'organisme

PARTIE 1 - IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

* Nom de l'organisme :	* Numéro de l'organisme :	
Personne à contacter pour information supplémentaire concernant la fiche d'autorisation		
* Nom :	* Téléphone : Format: 123 456-7890	* Poste :
* Adresse électronique :	* Télécopieur : Format: 123 456-7890	

PARTIE 2 - RENSEIGNEMENTS SUR LE CONTRAT

No de référence SEAO : Nombre à 6 chiffres	No de référence (à usage interne du MO) :	* Nombre de contrats visés par cette autorisation :
* Type de contrat : <input type="radio"/> Approvisionnement <input type="radio"/> Services <input type="radio"/> Travaux de construction		
* Processus de sélection : <input type="radio"/> Appel d'offres public <input type="radio"/> Appel d'offres sur invitation <input type="radio"/> Gré à gré		
* Nom de l'adjudicataire :		
* Titre du contrat :		
* Objet du contrat (description sommaire) :		
* Date de début prévue : (aaaa-mm-jj)	* Date de fin prévue : (aaaa-mm-jj)	* Montant initial du contrat :
* Options de renouvellement : <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	* Durée prévue incluant tous les renouvellements : <input checked="" type="checkbox"/> Cette réponse n'est pas requise	* Montant incluant tous les renouvellements : <input checked="" type="checkbox"/> Cette réponse n'est pas requise

PARTIE 3 - AUTORISATION

* Article :			
<input type="checkbox"/> LCOP a 13 (3°) <input type="checkbox"/> LCOP a 13 (4°) <input type="checkbox"/> LCOP a 17	<input type="checkbox"/> RCA a 18 <input type="checkbox"/> RCA a 33 al 1 <input type="checkbox"/> RCA a 33 al 2 (1°) <input type="checkbox"/> RCA a 33 al 2 (2°)	<input type="checkbox"/> RCS a 40 (1°) <input type="checkbox"/> RCS a 40 (2°) <input type="checkbox"/> RCS a 46 al 1 <input type="checkbox"/> RCS a 46 al 2 (1°) <input type="checkbox"/> RCS a 46 al 2 (2°)	<input type="checkbox"/> RCTC a 39 al 1 <input type="checkbox"/> RCTC a 39 al 2 (1°) <input type="checkbox"/> RCTC a 39 al 2 (2°)
<input type="checkbox"/> PGC a 12 <input type="checkbox"/> PGC a 14 <input type="checkbox"/> PGC a 18 <input type="checkbox"/> PGC a 19 <input type="checkbox"/> PGC a 25			
* Nombre de suppléments demandés pour ce contrat, incluant celui-ci : <input checked="" type="checkbox"/> Cette réponse n'est pas requise	* Montant du supplément : <input checked="" type="checkbox"/> Cette réponse n'est pas requise	* Pourcentage du supplément : <input checked="" type="checkbox"/> Cette réponse n'est pas requise	* Montant incluant tous les suppléments : <input checked="" type="checkbox"/> Cette réponse n'est pas requise
* Motifs justifiant l'autorisation (pour tous les cas) :			
* Expliquez les motifs justifiant le fait de ne pas avoir révisé les exigences et de ne pas être retourné en appel d'offres public : Pour les cas où une seule soumission est jugée conforme ou acceptable : RCA a 33 al 2 (1°) et a 33 al 2 (2°) / RCS a 46 al 2 (1°) et a 46 al 2 (2°) / RCTC a 39 al 2 (1°) et a 39 al 2 (2°) <input checked="" type="checkbox"/> Cette réponse n'est pas requise			
* Nom des autres soumissionnaires : <input checked="" type="checkbox"/> Cette réponse n'est pas requise		* Raisons de la non-conformité ou non-acceptation : <input checked="" type="checkbox"/> Cette réponse n'est pas requise	

PARTIE 4 - AUTORISATION DU DIRIGEANT DE L'ORGANISME PUBLIC

* Période de reddition de comptes visée par cette autorisation : <input type="radio"/> 2010-2011 <input type="radio"/> 2011-2012 <input type="radio"/> 2012-2013	* Date de signature : (aaaa-mm-jj)
* Nom :	* Titre :

* = Indique les questions obligatoires

Vous pouvez enregistrer et modifier vos informations en tout temps, sans procéder à l'envoi. Par contre, avant de faire signer le dirigeant d'organisme, effectuez une validation permettant de s'assurer qu'elle est complétée adéquatement, car autrement elle ne pourra être signée.

☒ Valider et enregistrer en mode document de travail

Si la fiche est conforme et signée, vous pouvez envoyer la version finale. Cette version est définitive et vous ne pourrez plus la modifier. Si la fiche a été transmise par erreur, contactez la Direction de l'analyse et de la vérification aux contrats au 418 643-0875 poste 4902.

☐ Envoyer la version FINALE (version définitive)

Valider et enregistrer en mode document de travail

DÉCLARATION DU DIRIGEANT DE L'ORGANISME

(Indiquer le nom de l'organisme public)

Au secrétariat du Conseil du trésor,

Les renseignements contenus dans les fiches d'autorisation transmises au Conseil du trésor et les informations publiées sur le système électronique d'appel d'offres conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (L.R.Q., c. C-65.1) ou aux règlements et politiques pris en vertu de cette loi sont sous ma responsabilité. La présente déclaration atteste de la fiabilité des données, de l'information et des explications qui y sont présentées.

En vertu de la Loi sur les contrats des organismes publics ou des règlements et politiques pris en vertu de cette loi, au cours de la période du 1^{er} avril (*indiquer l'année*) au 31 mars (*indiquer l'année*),

- J'ai exercé mon pouvoir d'autorisation à (*indiquer le nombre de fois*) reprise(s);

(ou)

- Je n'ai donné aucune autorisation.

Au cours de cette période, j'ai maintenu des systèmes d'information et des mesures de contrôles fiables de manière à assurer le respect de la conformité, en matière de gestion contractuelle, à la Loi sur les contrats des organismes publics de même qu'aux règlements et politiques pris en vertu de cette loi. (*Si jugé à propos, ajouter tout commentaire relatif aux travaux effectués par le vérificateur interne, le cas échéant*).

Je déclare que toute l'information requise a été transmise au secrétariat du Conseil du trésor, conformément à la Politique de gestion contractuelle concernant la reddition de comptes des organismes publics et que celle-ci ainsi que les informations publiées sur le système électronique d'appel d'offres pour la période du 1^{er} avril (*indiquer l'année*) au 31 mars (*indiquer l'année*) sont fiables.

(Signature du dirigeant de l'organisme public)

(Indiquer le nom du dirigeant de l'organisme public)

(Indiquer le titre du dirigeant de l'organisme public)

(Indiquer le lieu et la date)

**ESTIMATION DES CONTRATS
DONT LA DÉPENSE EST INFÉRIEURE À 25 000 \$**

ANNEXE 4

Estimation des contrats dont la dépense est inférieure à 25 000 \$

PARTIE 1 - IDENTIFICATION DE L'ORGANISME		
* Nom de l'organisme :	* Numéro de l'organisme :	
<input type="text"/>	<input type="text"/>	
Personne à contacter pour information supplémentaire		
* Nom :	* Téléphone :	Poste :
<input type="text"/>	Format 123 456-7890 <input type="text"/>	<input type="text"/>
* Adresse électronique :	* Télécopieur :	
<input type="text"/>	Format 123 456-7890 <input type="text"/>	

PARTIE 2 - CONTRATS D'UNE VALEUR INITIALE INFÉRIEURE À 25 000 \$	
L'organisme public doit compléter cette partie du formulaire et le transmettre au Secrétariat du Conseil du trésor, au plus tard le 30 juin de chaque année.	
Sont exclus de cette estimation :	
<ol style="list-style-type: none"> 1. les commandes de biens subséquentes découlant d'un contrat à commandes; 2. les demandes d'exécution subséquentes découlant d'un contrat à exécution sur demande; 3. les contrats conclus avec un organisme public ou une personne morale de droit privé à but non lucratif; 4. les contrats de services avec les professionnels suivants : médecins, dentistes, infirmiers et infirmières, pharmaciens, vétérinaires, ingénieurs, ingénieurs-forestiers, arpenteurs-géomètres, architectes, comptables, avocats et notaires, lorsque les services ne peuvent être donnés que par le professionnel visé; 5. les contrats de services de transport fournis par des entreprises locales de camionnage pour les transports d'agrégats dans les travaux de construction de routes; 6. les contrats de services de santé et de services sociaux; 7. les contrats de services de publicité, de placement média et de relations publiques. 	
* Nombre de contrats en approvisionnement :	* Valeur (\$) :
<input type="text"/>	<input type="text"/>
* Nombre de contrats en services :	* Valeur (\$) :
<input type="text"/>	<input type="text"/>
* Nombre de contrats en travaux de construction :	* Valeur (\$) :
<input type="text"/>	<input type="text"/>
* Période de reddition de comptes visée :	
<input type="radio"/> 2012-2013 <input type="radio"/> 2013-2014	

* = indique les questions obligatoires

Si vous n'êtes pas en mesure d'envoyer votre formulaire immédiatement, vous pouvez enregistrer vos informations sans procéder à l'envoi.

☒ Valider et enregistrer en mode document de travail

☐ Envoyer la version FINALE (version définitive)

Valider et enregistrer en mode document de travail

REGROUPEMENT D'ORGANISMES**ANNEXE 5****Regroupement d'organismes**

PARTIE 1 - IDENTIFICATION DE L'ORGANISME RESPONSABLE DU REGROUPEMENT		
* Nom de l'organisme :	* Numéro de l'organisme :	
<input type="text"/>	<input type="text"/>	
Personne à contacter pour information		
* Nom :	* Téléphone : Format 123 456-7890	Poste :
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
* Adresse électronique :	* Télécopieur : Format 123 456-7890	
<input type="text"/>	<input type="text"/>	

PARTIE 2 - REGROUPEMENT D'ORGANISMES			
L'organisme public responsable du regroupement doit compléter et transmettre le formulaire suivant au Secrétariat du Conseil du trésor, au plus tard le 30 juin de chaque année.			
No de référence SEAO : Nombre à 6 chiffres	No de référence (à usage interne du MO) :		
<input type="text"/>	<input type="text"/>		
* Titre du contrat :	* Type du contrat : <input type="radio"/> Approvisionnement <input type="radio"/> Services <input type="radio"/> Travaux de construction		
<input type="text"/>			
* Objet du contrat (description sommaire): <input type="text"/>			
* Date de début prévue : (aaaa-mm-jj)	* Date de fin prévue : (aaaa-mm-jj)		
<input type="text"/>	<input type="text"/>		
* Montant du contrat :	* Montant incluant tous les renouvellements :		
<input type="text"/>	<input type="text"/>		
Répartition en pourcentage de la valeur de l'estimation du contrat (le total doit égaier 100%)			
* % Ministères et organismes :	* % Réseau de l'éducation :	* % Réseau de la santé :	* % Autres :
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
* Période de reddition de comptes : <input type="radio"/> 2012-2013 <input type="radio"/> 2013-2014			

PARTIE 3 - IMPACT SUR L'ÉCONOMIE RÉGIONALE	
* Conformément à l'article 16 de la Loi sur les contrats des organismes publics, l'impact de ce regroupement d'organismes sur l'économie régionale a-t-il été considéré avant de procéder à cet appel d'offres? <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	
* Si oui, quels ont été les résultats de cette démarche : <input checked="" type="checkbox"/> Cette réponse n'est pas requise	
* Si non, pourquoi ne pas avoir considéré l'impact sur l'économie régionale : <input checked="" type="checkbox"/> Cette réponse n'est pas requise	

* = indique les questions obligatoires

Si vous n'êtes pas en mesure d'envoyer votre formulaire immédiatement, vous pouvez enregistrer vos informations sans procéder à l'envoi

☒ Valider et enregistrer en mode document de travail

☐ Envoyer la version FIIALE (version définitive)

Valider et enregistrer en mode document de travail

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS DANS LES CONTRATS DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION

ANNEXE 6

Règlement des différends dans les contrats de travaux de construction

PARTIE 1 - IDENTIFICATION DE L'ORGANISME		
* Nom de l'organisme :	* Numéro de l'organisme :	
<input type="text"/>	<input type="text"/>	
Personne à contacter pour information supplémentaire		
* Nom :	* Téléphone : Format 123 456-7890	Poste :
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
* Adresse électronique :	* Télécopieur : Format 123 456-7890	
<input type="text"/>	<input type="text"/>	

PARTIE 2 - PÉRIODE DE REDDITION DE COMPTES
L'organisme public doit compléter et transmettre le formulaire suivant au Conseil du trésor, au plus tard le 30 juin de chaque année.
* Période de reddition de comptes visée : <input type="radio"/> 2012-2013 <input type="radio"/> 2013-2014

PARTIE 3 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX AU REGARD DES CONTRATS ET DES DIFFÉRENDS (EN VERTU DE L'ARTICLE 50 (1 ^o) DU RCTC)	
Processus de négociation en faisant appel à un gestionnaire représentant l'organisme public et à un dirigeant de l'entrepreneur (ouvrage se rapportant à un bâtiment)	
* Le nombre de différends soumis à ce processus :	* Le nombre de différends réglés en ayant recours à ce processus :
<input type="text"/>	<input type="text"/>
* Le nombre de différends non réglés à cette étape :	* Le nombre de différends toujours en processus :
<input type="text"/>	<input type="text"/>

PARTIE 4 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX AU REGARD DES CONTRATS ET DES DIFFÉRENDS (EN VERTU DE L'ARTICLE 50 (2 ^o) DU RCTC)	
Si les négociations ne permettent pas de résoudre complètement le différend, l'une ou l'autre des parties peut exiger la médiation (ouvrage se rapportant à un bâtiment)	
* Le nombre de différends soumis à ce processus :	* Le nombre de différends réglés en ayant recours à ce processus :
<input type="text"/>	<input type="text"/>
* Le nombre de différends non réglés à cette étape :	* Le nombre de différends toujours en processus :
<input type="text"/>	<input type="text"/>

PARTIE 5 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX AU REGARD DES CONTRATS ET DES DIFFÉRENDS (EN VERTU DE L'ARTICLE 54 DU RCTC)	
L'organisme public ou l'entrepreneur peut également résoudre toute difficulté en recourant à un tribunal judiciaire ou à un organisme juridictionnel, selon le cas, ou à un arbitre (ouvrage se rapportant à un bâtiment).	
* Le nombre de différends soumis à ce processus :	* Le nombre de différends réglés en ayant recours à ce processus :
<input type="text"/>	<input type="text"/>
* Le nombre de différends non réglés à cette étape :	* Le nombre de différends toujours en processus :
<input type="text"/>	<input type="text"/>

* = indique les questions obligatoires

Si vous n'êtes pas en mesure d'envoyer votre formulaire immédiatement vous pouvez enregistrer vos informations sans procéder à l'envoi

☒ Valider et enregistrer en mode document de travail

☐ Envoyer la version FIDALE (version définitive)

Valider et enregistrer en mode document de travail